

Scientific Workshop | Journée d'études  
Call for Papers | Appel à propositions

## **Academic Freedom and Climate Change** *Libertés académiques et changement climatique*

Université de Limoges  
13 October | octobre 2023

Understanding climate change is a scientific endeavor. But it is also deeply political. Explaining its causes, imagining ways to mitigate against it, and planning adaptations to its effects all require empirical research. Scientists across the disciplines have now been working for many decades to carry out this complex work. Doing so has required immense resources, both financial and institutional. Even when the State and public entities have been able to meet these needs, granting mechanisms rarely come without strings and frequently favor applied over fundamental research. Scientists are often asked to orient their research questions into specific “priority areas,” usually determined by elected officials. They are either incentivized or required to produce “deliverables” that have some clear “impact,” frequently construed around technology innovations with industrial applications or so-called usable knowledge that officials and the private sector can put into action for decision-making. Added to this is the ever-declining public investment in higher education and research overall, which impoverishes the broader academic landscape and harms all scientists by asking them to do more work, often administrative in nature, with fewer resources. In addition to these conditions, public funding inevitably falls short of meeting the needs of scientists studying climate change. Filling the gap is a constellation of organizations, foundations, think tanks, and other institutions, with their own missions and objectives, as well as connections to activists, political parties, banks, industries, and wealthy individuals. Furthermore, it goes without saying that climate change and its effects are one of the most significant issues of our times, creating conflict and mobilizations in all sectors of social life. It is in this fraught context that scientists attempt to ask and answer empirical questions about the climate, experiencing significant pressures, both explicit and implicit, that shape their experiences. Their capacity to conduct their research in a way that allows them to maintain scientific autonomy and rigor is, at best, a constant struggle.

Focusing on scientists conducting research related to climate change, the aim of this one-day scientific workshop is to analyze the challenges to their academic freedom. We deliberately encourage a broad definition of academic freedom. First, that freedom can be understood as the autonomy required to ask difficult, even controversial, research questions without the fear of professional retaliation, political censorship, or outside pressure. Second, it can mean the unfettered capacity to carry out research, along with unqualified material and symbolic resources to do so. Finally, discussions of academic freedom can also include an understanding that scientists are people with their own moral, political, and ideological commitments that cannot be easily untangled from the professional work of research itself. Whether or not academic freedom can and should include the fact that scientists are also citizens engaged in a political debate is also an important question.

We welcome proposals that address one or more aspects of this topic. This workshop is open to all disciplines and encourages people working on any geographic context, including but not limited to France, Europe, and the Americas. Please submit an abstract, in English or French, of no more than 500 words (excluding references) to [michael.stambolis@univ-tlse2.fr](mailto:michael.stambolis@univ-tlse2.fr). **Submission deadline: June 30, 2023.**

### Sponsors and partners:

Région Nouvelle Aquitaine  
Institut Universitaire de France

### Organizers:

Michael Stambolis-Ruhstorfer (Université Toulouse Jean Jaurès, CAS)  
Emilie Chevalier (Université de Limoges, OMIJ)  
Cédric Brun (Université Bordeaux Montaigne, SPH)

/FR/

Comprendre le changement climatique est une démarche scientifique. Mais elle est aussi profondément politique. Expliquer ses causes, imaginer des moyens de l'atténuer et planifier des adaptations à ses effets, tout cela nécessite une recherche empirique. Cela fait maintenant plusieurs décennies que les scientifiques de toutes les disciplines s'efforcent de mener à bien ce travail complexe. Cela a nécessité d'immenses ressources, tant financières qu'institutionnelles. Même lorsque l'État et les entités publiques ont été en mesure de répondre à ces demandes, les mécanismes de financement sont rarement exempts de conditions et favorisent souvent la recherche appliquée au détriment de la recherche fondamentale. Il est souvent demandé aux scientifiques d'orienter leurs questions de recherche vers des "domaines prioritaires" spécifiques, généralement déterminés par les élus. Ils sont soit incités, soit tenus de produire des "résultats" qui ont un "impact" clair, fréquemment interprété comme des innovations technologiques avec des applications industrielles ou des connaissances soi-disant utilisables que les fonctionnaires et le secteur privé peuvent mettre en œuvre pour la prise de décision. À cela s'ajoute la baisse constante des investissements publics dans l'enseignement supérieur et la recherche en général, qui appauvrit le paysage universitaire au sens large et nuit à tous les scientifiques en leur demandant de faire plus de travail, souvent de nature administrative, avec moins de ressources. En plus de ces conditions, le financement public est inévitablement insuffisant pour répondre aux besoins des scientifiques qui étudient le changement climatique. Une constellation d'organisations, de fondations, de groupes de réflexion et d'autres institutions, avec leurs propres missions et objectifs, ainsi que des liens avec des activistes, des partis politiques, des banques, des industries et des personnes fortunées, vient combler ce vide. En outre, il va sans dire que le changement climatique et ses effets constituent l'une des questions les plus importantes de notre époque, suscitant des conflits et des mobilisations dans tous les secteurs de la vie sociale. C'est dans ce contexte difficile que les scientifiques tentent de poser des questions empiriques sur le climat et d'y répondre, en subissant des pressions importantes, à la fois explicites et implicites, qui façonnent leurs expériences. Leur capacité à mener leurs recherches d'une manière qui leur permette de maintenir l'autonomie et la rigueur scientifiques est, dans le meilleur des cas, une lutte constante.

L'objectif de journée d'étude est d'analyser les défis posés à la liberté académique des scientifiques menant des recherches liées au changement climatique. Nous encourageons délibérément une définition large de la liberté académique. Premièrement, cette liberté peut être comprise comme l'autonomie nécessaire pour poser des questions de recherche difficiles, voire controversées, sans crainte de représailles professionnelles, de censure politique ou de pression extérieure. Deuxièmement, elle peut signifier la capacité illimitée de mener des recherches, ainsi que des ressources matérielles et symboliques non qualifiées pour le faire. Enfin, les discussions sur la liberté académique peuvent également comprendre que les scientifiques sont des personnes avec leurs propres engagements moraux, politiques et idéologiques qui ne peuvent pas être facilement dissociés du travail professionnel de la recherche elle-même. La question de savoir si la liberté académique peut et doit inclure le fait que les scientifiques sont également des citoyens engagés dans un débat politique est également importante.

Les propositions qui abordent un ou plusieurs aspects de ce sujet sont les bienvenues. Cet atelier est ouvert à toutes les disciplines et encourage les personnes travaillant sur n'importe quel contexte géographique, y compris, mais sans s'y limiter, la France, l'Europe et les Amériques. Veuillez soumettre un résumé, en anglais ou en français, de 500 mots maximum (hors références) à [michael.stambolis@univ-tlse2.fr](mailto:michael.stambolis@univ-tlse2.fr) **Date limite de soumission : 30 juin 2023.**

Sponsors et partenaires:

Région Nouvelle Aquitaine  
Institut Universitaire de France

Organisateurs:

Michael Stambolis-Ruhstorfer (Université Toulouse Jean Jaurès, CAS)  
Emilie Chevalier (Université de Limoges, OMIJ)  
Cédric Brun (Université Bordeaux Montaigne, SPH)